

SKIKDA

L'Union générale des entrepreneurs algériens sort de son mutisme

L'Union générale des entrepreneurs algériens brandit le nombre des entreprises affiliées capables de relever le défi de contribuer au développement économique local.

Les entrepreneurs ont tiré la sonnette d'alarme au sujet de la marginalisation dont ils font l'objet de la part des autorités locales. Leur retour sur le plan médiatique sonne comme une « mise au point » aux allégations sans cesse relayées et stipulant l'absence d'entreprises de réalisation à Skikda.

Le discours officiel a justement fait un point justificatif du retard qu'accusent les chantiers de réalisation à travers le territoire de la wilaya. D'ailleurs, le wali a, lors de la session ordinaire de l'APW tenue les 30 et 31 mars, rappelé cette « évidence » et écarté toute négociation avec les entrepreneurs pour l'attribution des marchés hors du cadre de la loi. Il a signalé l'augmentation du nombre des entreprises travaillant dans le secteur des routes qui est passé de 2 à 23.

Les parties prenantes, élus de la wilaya, l'UGEA, l'Ordre des architectes et BET, ont convenu d'un commun accord de rationaliser leurs démarches respectives en vue de l'instauration d'une stratégie écono-

mique saine, transparente qui donne la chance à tout le monde. Ceci en théorie. « François Bouygués, l'un des plus grands industriels mondiaux, a débuté sa carrière muni d'une simple bétonnière et d'un camion », dira un membre du bureau national de l'UGEA pour répondre aux déclarations de ceux qui sous-estiment la capacité entrepreneuriale locale. Et d'enchaîner : « Aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'Etat encourage la création des micro-entreprises pour leur refuser au bout du compte le droit au travail. » Un objectif qui ne sera atteint, selon l'avis de l'UGEA, qu'à la faveur de la matérialisation de deux facteurs primordiaux.

Le premier, la foi institutionnelle en l'existence d'un potentiel d'entreprises locales dont la compétence avérée a permis, dans une période connue pour son « hermétisme » économique, de réaliser 3 000 logements en 1996. A ce titre, l'UGEA brandit le chiffre de près de 400 entreprises qualifiées affiliées, dont 160 toutes catégories confondues,

ayant renouvelé leur qualification lors du premier trimestre 2008. Allant plus loin, un intervenant affirmait interrogatif : « Qui a pu bâtir des logements et des établissements scolaires dans les régions enclavées ? Ce ne sont ni les Chinois ni les Turcs, ce sont les Algériens. »

Concernant les Chinois, un autre notera : « Ils ne sont pas aussi performants comme on nous les a présentés au début. Pour preuve, les 500 LSP dont ils ont la charge ont eu un délai de réalisation de 6 ans, de 2002 à 2008, pour être livrés, et ce, en dépit des avantages fiscaux et parafiscaux, des prix administrés et même en matière d'accueil au niveau de nos partenaires publics et privés. » Venant à la rescousse, un troisième clamera indigné : « En dépit de ce retard, aucune pénalité de retard n'a été appliquée en leur direction. Pourtant, et souvent, les petites entreprises locales pour des retards de quelques mois en ont fait l'objet. »

Pourquoi ce deux poids, deux mesures ? Plus pertinent encore, « on se demande quelle est l'utilité de la venue des Chinois, puisque il y a eu en fin de compte aucun transfert technolo-

gique, acquisition de savoir-faire et échanges d'expérience et de compétences. Leur sollicitation conformément à la réglementation en vigueur dans le cadre de l'achèvement du programme présidentiel et celui de la redynamisation d'autres projets d'habitat accusant un retard dans le lancement. »

Une sollicitation qui demeure subordonnée, selon leurs propos, à la levée des contraintes (redevances impayées « 12 milliards de cts par la direction de l'éducation, 20 milliards de cts OPGI... », monopole sur le sable, flambée des prix du fer à béton, pénurie de ciment... la consolidation des relations entre entreprises/institutions publiques (OPGI, DLEP, DUC, APC, agence foncière...), notamment en matière de communication, et la révision des prix administrés en fonction de la spécificité de la zone de Skikda (relief accidenté, endroits rocheux et schisteux...).

Au sujet du sable, un entrepreneur nous apprend : « Le sable nous est cédé au niveau de la sablière à hauteur de 1000 DA/m, alors que le prix de cession accordé par l'Etat est de seulement 18 DA/m, la crédibilité de l'Etat est en jeu. »

« Voilà, nous existons, nous sommes nombreux et nous pouvons apporter beaucoup pour le développement de notre wilaya. » Tels seraient les mots-clés autour desquels s'articule la revivification de l'UGEA ?

Pour cela, l'union a déjà adressé une correspondance au wali, le sollicitant d'intervenir urgemment aux fins de régler quelques entraves et situations pendantes, plus particulièrement la réévaluation des opérations en cours et la « régulation » du marché des matériaux de construction, et de lui signifier, en même temps, la disponibilité professionnelle des entrepreneurs.

Parmi les autres revendications de l'UGEA, la publication par voie de presse des quotes-parts au profit de Skikda des quantités de ciment au niveau du RCE, l'application stricte au profit des entreprises nationales du privilège de 5% en plus du montant du projet lors des soumissions, la présentation des garanties par le maître de l'ouvrage, confier les missions d'étude et de suivi à un seul BET...

En perspective, l'UGEA compte organiser une journée d'étude pour débattre des problèmes du secteur du BTPH.

Zaid Zoheir

DJELFA

Les directeurs d'école contestent la nouvelle grille des salaires

A l'instar de leurs collègues au niveau national, les directeurs d'école sont très mécontents de leur classification dans la nouvelle grille des salaires. Ils le font savoir en organisant des sit-in devant la direction de l'éducation.

Les chefs d'établissement du moyen, au nombre de 85, se sentent lésés et rejettent la catégorie 13 qui les déclassent de trois paliers (16/2 dans les anciens statuts) et les place même au-dessous ou au même niveau que leurs subordonnés.

Ils considèrent que leur fonction multiple (administrative, financière, éducative et pédagogique) mérite un meilleur sort et une classification plus adéquate. Ils sont à leur poste H24 et même pendant les vacances.

Les chefs des établissements primaires sont encore plus touchés par la nouvelle grille. Ils ont été surpris de se voir classés à la catégorie 11 alors que le décret n° 304/07 du 20 novembre 2007 stipulait qu'ils étaient à la catégorie 12.

L'association des directeurs du primaire dénonce, dans un communiqué remis à la presse, ce revirement inexplicable et lance un appel au ministre pour l'étude de leur cas.

Bekai Ben-Said

PROTECTION

CIVILE

DE GUELMA

Amélioration des capacités d'intervention

Cinquante exercices de simulation ont été programmés au titre de l'année 2008 par la Protection civile pour tester et améliorer ses capacités d'intervention en cas de sinistre, a-t-on appris samedi de cette institution. Ces manœuvres entrent dans l'application de l'instruction ministérielle numéro 006 en date du 30 décembre 1980 relative à l'organisation de ce type d'activités à l'intérieur des entreprises et organismes socioéconomiques, a-t-on précisé.

APS

EL-TARF

Des taxes pour protéger l'environnement

Les taxes liées à la protection de l'environnement ont rapporté plus de 10 millions de dinars à la wilaya d'El-Tarf durant l'exercice 2007, a indiqué samedi le directeur de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme.

Ces taxes doivent être mises à profit pour réduire les nuisances et les atteintes à l'environnement constatées lors des visites et inspections de contrôle effectuées par les responsables concernés.

APS

ANNABA

Déficiences de la sécurité à l'aéroport Rabah-Bitat

De quelle enceinte de sécurité de l'aéroport Rabah-Bitat de Annaba peuvent se prévaloir les services concernés lorsque cette infrastructure socioéconomique est ouverte aux quatre vents sur une des façades extérieures ? Le cordon de sécurité et les moyens de détection (scanner) mis en place dans l'aérogare seraient-ils voués à jouer un simple rôle de dissuasion ?

Deux questions que beaucoup se posent au lendemain de la fausse couche d'une mère de famille habitant le bidonville. Il s'agit d'une ancienne ferme coloniale implantée à quelques mètres des deux pistes. Occupé depuis 1962 par une trentaine de familles et par le siège de l'agence locale de la météorologie, ce bidonville permet à n'importe

qui d'accéder au tarmac. Cette problématique dans le système de sécurité a été, une nouvelle fois, démontrée lors d'une fausse couche d'une mère de famille habitant une des baraques du bidonville.

L'urgence de l'évacuation du malade aidant, ses voisins ont été contraints de briser la chaîne cadenassée rouillée du portail. Ouvert à 8h00, ce portail jouxtant la base de l'aérogare est fermé par un agent de sécurité à 16h exposant de fait cette façade à toute intrusion.

« Ce n'est pas la première fois que nous vivons pareil incident. Ce portail n'est rien d'autre qu'une apparence d'obstacle pour les véhicules. A pied, n'importe qui peut accéder au tarmac et à l'aérogare. Nous avons alerté à maintes reprises les autorités sur le calvaire quotidien que nous vivons et sur la nécessité du recasement des 30 familles

du bidonville, en vain. Chaque fois, on fait des promesses d'attribution de logement rapidement oubliées », a affirmé Djerbi Abdelghani, un des habitants.

Si la question du recasement de ces familles a été soulignée, celle relative à la déficience de la sécurité a été catégoriquement démentie par différents cadres au niveau de l'aéroport. « Il est vrai que l'implantation de ce bidonville aux abords directs de l'aéroport pose problème. »

Nous ne ratons pas une occasion pour soulever la question et appeler à une solution rapide pour nous permettre de mieux maîtriser la sécurité des lieux. Ce qui ne nous pas empêché de réaliser une double enceinte pour empêcher toute intrusion étrangère et de doubler de vigilance », a précisé l'un d'eux.

A. Djabali

DÉGRADATION DU CADRE DE VIE

La Coquette perd de son charme

Plus de 50% du réseau routier urbain de la commune chef-lieu de la wilaya d'Annaba sont pratiquement impraticables. L'information rapportée par les membres de la commission compétente de l'Assemblée populaire de wilaya, n'a pas, pour le moment, fait réagir les services concernés. Tel qu'avancé, ce taux est en deçà de la réalité.

Si les rues et ruelles du centre-ville sont vouées à la dégradation malgré les quelques opérations de rafistolage, la situation a atteint le point de non-retour dans les quartiers et cités. En tête de liste, figurent les cités Oued-Kouba, Baie des Corailleurs, Val-Mascort, Bouhidd, Oued Forcha, boulevard Colonel-

Amirouche. Particulièrement les hauteurs d'Oued Kouba où enterrer un mort au cimetière Boumendjel, à proximité, relève de l'acrobatie tant les routes sont en mauvais état.

Cette situation perdure depuis quelques années sans que cela entraîne, malgré les multiples appels des habitants, une quelconque réac-

tion de la commune. Les tas d'ordures ménagères enlevées au gré de l'humeur de ceux chargés de cette mission aggravent la situation d'abandon qui caractérise les lieux.

Au moment même, se multiplient les réunions de préparation de la saison estivale à Annaba. A cause de l'incompétence chaque fois renouvelée de ses gestionnaires, celle qui l'on qualifiait de « coquette » a perdu de son charme et de son attrait.

Ainsi, des atteintes aux biens et aux personnes en constante hausse, à la baisse du pouvoir d'achat, au chômage et à la crise du logement,

les Annabais doivent aussi assister, impuissants, à la dégradation de leur cadre de vie. Et comme pour bien montrer tout leur mépris vis-à-vis des habitants de la commune, chef-lieu de wilaya, les responsables ont procédé à l'enlèvement des bacs à ordures à la cité Sidi-Achour.

Ces bacs avaient été installés quelques heures avant le passage de Yazid Zerhouni, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, à l'occasion de sa récente visite de travail à Annaba et enlevés aussitôt après son départ.

A. D.